

# PLOGOFF : Écoles, mairies, commerces fermés.

L'OUVERTURE de l'enquête d'utilité publique en vue de la construction d'une centrale nucléaire à Plogoff (Finistère) a été marquée par des affrontements sérieux entre les forces de l'ordre et les manifestants antinucléaires. On compte une douzaine de blessés légers (voir le compte rendu ci-dessous). A noter qu'hier 22 personnes ont consigné leurs observations sur les registres d'enquête publique.

**A QUIMPER**, des lycéens et lycéennes en grève, au nombre de 2 000 selon les organisateurs, ont défilé dans les rues. Les manifestants ont perturbé la circulation devant le centre d'E.D.F. de Quimper. A Douarnenez, on a compté 400 manifestants, alors que plus de 3 000 personnes s'étaient rendues dans l'après-midi à Plogoff.

**A BREST**, les 38 manifestants, dont 36 étudiants, qui avaient occupé pendant une heure mercredi les

locaux d'E.D.F., ont été relâchés après une nuit de garde à vue.

**LA PRÉFECTURE DU FINISTÈRE** a justifié, jeudi matin, dans un communiqué, l'intervention de la gendarmerie à Plogoff, en déclarant que « le bon déroulement de l'enquête d'utilité publique était indispensable à l'exercice de la liberté d'information et de la liberté d'expression ».

De son côté, Mme Jacq, député P.S. du Finistère (Morlaix), a interpellé jeudi le ministre de l'Intérieur à propos « des graves incidents survenus à Plogoff ». Elle a souligné que, sous le prétexte d'une enquête d'utilité publique, « la région de Plogoff a été transformée en véritable camp retranché ». Elle a demandé à M. Bonnet « quelles mesures il entend prendre rapidement pour retirer les forces de l'ordre et rétablir le calme dans la région ».

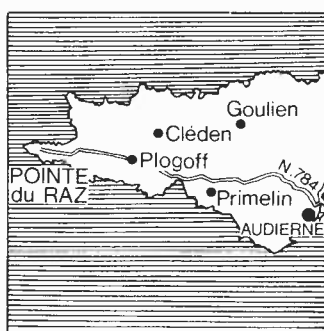
## UNE NUIT DES BARRICADES ET PLUSIEURS MILLIERS DE MANIFESTANTS

PLOGOFF. — L'ouverture, hier, de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique pour l'implantation d'une centrale nucléaire à Plogoff a été pour Le Cap-Sizun une journée de protestation. Ecoles, mairies et commerces fermés.

A Plogoff, symbole de la lutte antinucléaire en Bretagne, de sérieux affrontements ont opposé plusieurs centaines d'habitants aux forces de l'ordre dans la nuit de mercredi à jeudi. C'était la manifestation du refus et de la centrale et de l'enquête publique qui l'introduit.

Aux alentours de 3 heures du matin, jeudi, plusieurs détachements de gendarmes mobiles investissaient sans difficulté les places de Primelin, Goulien pour y installer des camionnettes-mairies-annexes destinées à recevoir le registre de l'enquête d'utilité publique. A Clédén-Cap-Sizun, autour des barricades, des heurts avec les policiers ont entraîné quelques contusions parmi une dizaine de manifestants.

A Plogoff, les escarmouches furent plus sérieuses : des barrages constitués de carcasses de voitures et de machines agricoles, de pneus et de pierres, ont considérablement freiné l'avance du cortège des forces de l'ordre qui précédait la camionnette-mairie-annexe. Des grenades lacrymogènes



ont blessé légèrement deux habitants. Enfin, vers 8 heures, les gendarmes installaient la mairie-annexe à quelque 500 mètres de la mairie officielle devenue le refuge des manifestants.

Dans l'après-midi d'hier, plus de 3 000 manifestants sont venus apporter leur soutien aux habitants de Plogoff. Aucun incident majeur.

Dimanche prochain, Plogoff sera à nouveau le théâtre d'un rassemblement régional autour de la bergerie créée sur le site même de Feunteun Aod. Au programme, l'installation du berger et le labourage d'une partie des terres acquises par le groupement foncier agricole.

Au terme de cette longue nuit et de cette journée de jeudi, apparaît nettement dans Le Cap-Sizun l'accord général d'une po-

pulation hostile, sinon à la centrale, du moins au déploiement de forces qu'elle suscite.

## LA HAGUE : La France achète-t-elle du plutonium à l'Angleterre ?

CHERBOURG. — Lors d'une conférence de presse, jeudi, à Cherbourg, tenue par Michel Rolant, la C.F.D.T. a confirmé, sans pouvoir apprécier la gravité des faits, la contamination de trois plongeurs ayant dû intervenir sur la canalisation de rejets du centre de retraitement atomique de La Hague (O.-F. du 30 janvier).

Michel Rolant a réaffirmé la position de la C.F.D.T. en faveur du retraitement mais son opposition aux contrats étrangers. Il a annoncé que s'ouvrirait dans le syndicat un débat sur le fait de savoir s'il faut ou non isoler le plutonium lors du retraitement. A ce propos, il a indiqué que le gouvernement français aurait commandé une dizaine de tonnes de plutonium à la Grande-Bretagne pour assurer le chargement du surrégénérateur « Super-Phénix ».

## Les Iles anglo-normandes aimeraient être informées

**LES AUTORITÉS DES ILES ANGLONORMANDES** ont demandé, mercredi, au gouvernement français d'être informées de tout incident, même mineur, susceptible de se produire à l'usine de retraitement nucléaire de La Hague.

Un député du Parlement de Guernesey, également président de la commission de défense civile de cet archipel britannique, a fait remarquer que les autorités de l'île avaient appris en lisant la presse la récente fuite radioactive.

Les habitants des îles sont également préoccupés par le risque de pollution nucléaire consécutif au projet français de construction d'une centrale nucléaire à Flamanville, distante de quarante-cinq kilomètres.

## E.D.F. : « Techniquement inéluctable »

**A L'HEURE OU LES MANIFESTANTS DE PLOGOFF EXPRIMAIENT LEUR OPPOSITION** au projet de construction d'une centrale nucléaire, la direction régionale E.D.F. de Tours — responsable des équipements pour la Bretagne et les Pays-de-Loire — tenait, jeudi, une conférence de presse prévue d'ailleurs de longue date.

M. Cordelle, directeur régional, devait à cette occasion réaffirmer le point de vue d'E.D.F. : « Nous autres, techniciens, nous n'imaginons pas comment alimenter la Bretagne dans cinq ou dix ans sans une centrale nucléaire. En construire une est techniquement inéluctable ». Quant au choix précis du site, c'est un problème d'une autre nature : « Il appartient aux pouvoirs publics de trouver les solutions politiques convenables ».

Telle est la tranquille détermination du directeur de l'Équipement qui espère que, « si tout se passe normalement », la déclaration d'utilité publique de Plogoff se fera fin 1980. Ce qui conduirait à la mise en service de deux tranches fin 89 au plus tôt.

## Ouest : réalisations et projets

Le point a également été fait sur divers projets dans l'Ouest.

— **Centrale nucléaire du Pellevin** : le service central de protection contre les rayons ionisants chargé d'une enquête complémentaire devrait remettre ses conclusions en juin 1980.

— **Centrale de Flamanville** : première tranche en 1984 ou début 85 ; deuxième tranche en 1985 ; troisième et quatrième en 1986.

— **Centrale thermique de Cordemais**, près de Nantes : travaux préliminaires en cours pour les deux tranches supplémentaires.

— **Centrale thermique de Cheviré**, également près de Nantes :

étude du projet de reconversion au charbon de deux tranches.

— **Turbine à gaz en Bretagne** : mise en service de deux turbines fin 1980, des deux autres fin 1981.

— **Turbine à gaz de Blainville**, près de Caen : quatre mises en service fin 1980.

— **Centre de pompage de Guerlédan** : des travaux de reconnaissance vont avoir lieu en 1980, d'autres en 1981 ; s'ils donnent à conclure que le site est valable, la demande de concession se ferait fin 1981 et l'enquête d'utilité publique en 1982. (Guerlédan est de toute façon en concurrence avec d'autres projets).

— **Centrale à charbon à Brest** : l'hypothèse récemment évoquée dans les milieux politiques et syndicaux ne correspond à aucun projet d'E.D.F.

..

Au plan national, le programme nucléaire connaît actuellement, en raison de divers problèmes industriels et sans parler des aspects politiques et écologiques, un retard de 6 à 12 mois par rapport au plan gouvernemental de 1973.

Les fissures récemment détectées dans certains réacteurs ? « Quelques tranches seront retardées de quatre ou cinq mois, sans plus », précise M. Cordelle.

L'accident de Three Mile Island, aux États-Unis ? « Il nous a conduits à réexaminer la sûreté de nos centrales, à modifier un certain nombre de choses, dans la salle de commande en particulier ; mais cela n'a pas provoqué de retard ».